

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 04/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MHCS

Site de Recy
9 avenue de Champagne
51200 Épernay

Références : D2 2023 735
Code AIOT : 0005703555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement MHCS implanté Parc industriel de cités en Champagne 51520 Recy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MHCS
- Parc industriel de cités en Champagne 51520 Recy
- Code AIOT : 0005703555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation MHCS situé à Recy est un entrepôt à autorisation exploitant 7 cellules de 6 000 m² et stockant en majorité des boissons alcoolisées, des articles publicitaires et des articles de conditionnement. L'entrepôt abrite également une activité de reconditionnement. Sur le plan administratif, le site est autorisé depuis 2012 au titre de la rubrique 1510 notamment. L'actuel arrêté préfectoral d'autorisation de 2019 autorise le passage à 10 cellules.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Gestion des stockages
- Etude des effets thermiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 2 | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 3 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 4 | Etat des matières stockées d'information de la population | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 12 | Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux incendie | Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, article 8.7.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 13 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative au titre des ICPE | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 | / | Sans objet |
| 11 | Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 5 | Matières dangereuses et chimiquement incompatibles | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8 | / | Sans objet |
| 6 | Conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9 | / | Sans objet |
| 7 | Interdictions de stockage de certains liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9 | / | Sans objet |
| 8 | Eclairage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 16 | / | Sans objet |
| 9 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12 | / | Sans objet |
| 14 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23 | / | Sans objet |
| 15 | Effets thermiques sur les tiers | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection.

Ainsi l'état des stocks suivi par l'exploitant ne répond pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sur la signalisation des matières dangereuses et sur la mise en place d'un état des stocks sous format synthétique. L'absence de FDS pour les produits dangereux a aussi été relevée. Les moyens de lutte contre l'incendie doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral, notamment sur le débit des poteaux incendie et la réalisation du plan de défense et d'exercice de défense incendie.

Sur ces points, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant.

Enfin, la situation administrative du site nécessite d'être mise à jour, l'exploitant n'ayant pas réalisé l'extension pour laquelle il avait reçu une autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Appréciation des dangers |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques |
| Constats : Le site exploite 7 cellules de 6 000 m ² . Il est soumis au seuil de l'enregistrement au vu des seuils de la rubrique 1510. La situation connue de l'exploitation est le régime de l'Autorisation pour les rubriques 1510, 1530, 2662, 2663-1, de l'enregistrement pour les rubriques 1511, 2663-2 et de la déclaration pour la rubrique 1532. Ce classement n'est pas en cohérence avec les évolutions réglementaires liées à la rubrique 1510. |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet sa nouvelle situation administrative dans un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I. |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks. |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. |
| Constats : L'exploitant a déclaré avoir fait un inventaire physique en décembre 2022. L'état est mis à jour en temps réel, disponible de manière informatique, il est accessible à distance et stocké dans des serveurs situés hors site. L'exploitant a transmis le 24/08/2023 un plan des stockages. Sur ce plan, sont signalés, les produits relevant des rubriques 4755 et 1510 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant ne possède pas de FDS (Fiche de Données de Sécurité) pour ses matières dangereuses. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée: Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>Constats : Sur l'état des stocks est indiqué la position de chaque article discriminée par zone, allée, emplacement et niveau, le code article, le lot, le libellé de l'article, la marque ainsi que les stocks.</p> <p>L'état des stocks et le plan de stockage sont disponibles au poste de garde pour les services de secours.</p> <p>Les matières dangereuses ne sont pas indiquées sur l'état des stocks alors que l'exploitant déclare stocker des liquides inflammables (alcool de bouche d'un degré d'alcool supérieur à 40°). De plus, l'état des stocks de l'exploitant constitue une liste d'articles, il n'est pas adapté à la gestion de crise.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. |
| Constats : L'exploitant ne possède pas d'état des stocks synthétique et donc ne permet pas d'obtenir une information vulgarisée permettant de répondre au besoin d'information de la population. L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception. |
| Constats : L'exploitant stocke un seul type de matière dangereuse (alcool de bouche), il n'y a donc pas de risques d'incompatibilité chimique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, <ul style="list-style-type: none">- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :<ul style="list-style-type: none">- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. |
| Constats : Le stockage se fait en rack à l'exception des encours à proximité des quais. La dernière hauteur de stockage se trouve à 10 m et à une distance adaptée du système d'extinction automatique. |
| Observations : L'inspection recommande à l'exploitant d'être vigilant sur la hauteur de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. |
| Constats : Le site ne stocke pas de liquides inflammables classés H224 en récipients mobiles fusibles de contenance supérieure à 30L. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Eclairage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 16 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. |
| Constats : L'éclairage est en cours de remplacement par des ampoules LED. Les éclairages sont inaccessibles par les engins de manutention et à une distance adaptée des matières stockées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Détection incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, La détection incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. |
| Constats : Chaque cellule de stockage est équipée de détecteur de fumées avec alarme en cellule et retransmission au poste de garde qui est occupé en permanence. Toutes les cellules sont également équipées d'un sprinklage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (.../...) Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. (.../...) |
| Constats : L'exploitant a procédé à un exercice d'évacuation en avril 2023 et a présenté un compte rendu. Il n'a pas réalisé d'exercice de défense incendie depuis la mise en service du site. L'exploitant a présenté le livret d'accueil fourni à tous les intervenants sur site. Le livret est fourni contre signature et un questionnaire est réalisé pour vérifier la bonne compréhension des règles de sécurité et de la conduite à tenir. L'exploitant a déclaré que l'absence de moyenne à ce questionnaire est synonyme de refus sur le site. |
| Observations : L'inspection invite l'exploitant à développer ses exercices de défense incendie en mettant en œuvre le plan de défense incendie et en testant les chaînes de retransmission et la réaction des différents acteurs (employé, poste de garde, responsable sécurité, ...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> |
| <p>Constats : Les besoins en eau ont été définis lors de la construction du site et sont repris dans l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Le site possède une cuve de 600 m³ dédiée au sprinklage, 2 bassins pompier de 330 m³ chacun et 12 poteaux incendie raccordées sur le réseau eau de ville.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenté le document technique dimensionnant les besoins en eau du site.</p> |
| <p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant de fournir le document technique justifiant du bon dimensionnement des besoins en eau du site dans un délai d'un mois.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, annexe II 8.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée: L'exploitant dispose à minima de dispositifs d'extinction assurant un débit de 330 m3/h pendant 3 heures. Un dispositif de 12 poteaux d'incendie de 100 mm, judicieusement répartis en périphérie de l'entrepôt et implantés en dehors de tout flux thermique (tel que modélisé en annexe) soit 1 appareil à moins de 100 mètres de l'entrée de chacune des cellules, les hydrants étant distants les uns des autres de 150 mètres au plus.</p> <p>Le débit simultané de deux poteaux d'incendie est de 120 m3/h sous 1 bar. Ce débit en simultané doit être assuré pendant au moins 3 heures. (...)</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 16 novembre 2022 réalisé par une société extérieure sur les poteaux incendies. Les tests de débit simultané présents sur le rapport ne sont pas en conformité avec les prescriptions de l'AP en débit et en pression; aucun test n'atteignait 1 bar et ne dépassait les 100 m3/h. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de la prescription.</p> |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires pour s'assurer du respect de la prescription. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 4 mois |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; – s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> |
| Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter de plan de défense incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prélèvements environnementaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. <p>Constats : L'entrepôt est autorisé pour 835 058 m3. Il ne relève plus du régime de l'autorisation, mais de celui de l'enregistrement par modification de la nomenclature. La prescription ne s'applique pas.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Effets thermiques sur les tiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les modélisations. Il n'a pas été en capacité de présenter l'étude complète notamment avec les hypothèses de modélisations. Le 26/07/2023, il a transmis le document "porté à connaissance RECY juillet 2014.docx" ainsi que le document "Note_de_calcul_1510RECY_1.pdf" contenant d'une part l'étude des flux thermiques et d'autre part la note de calcul via la méthode Flumilog pour la cellule 1. L'inspection n'a pas constaté d'incohérence au niveau des hypothèses de modélisation. L'étude ne présente pas de flux supérieur à 8kW/m² sortant des limites de propriété.</p> |
| Observations : L'exploitant s'attachera à conserver cette étude dans ces locaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |